

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-013 DU 23 JUILLET 2019 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRT GAZ ET TEREKA

Réponse de PETROINEOS MANUFACTURING France (PIMF)

INTRODUCTION :

PIMF attire l'attention de la CRE sur les demandes, jugées exagérées, des TSO en terme d'augmentation des tarifs et de rémunération du capital.

Plus globalement, PIMF fait ressortir les 2 événements majeurs suivants qui devraient inspirer la réflexion de la CRE :

- La structure capitalistique des gestionnaires de réseau a commencé à s'ouvrir
- Les taux d'intérêts, à court terme mais aussi à moyen et long terme ont baissé fortement et atteignent des niveaux historiquement bas

L'ouverture de capital d'opérateurs de réseaux en situation de monopole et bénéficiant de tarifs régulés offrant une forte probabilité de résultats positifs, pourrait amener à réfléchir sur l'intérêt que de telles activités pourraient représenter pour des investisseurs à long terme : bénéficier à l'heure actuelle de rendements sur le capital de 3% à 5% sur le long terme avec de faibles risques, pourrait être vu comme attractif par des investisseurs variés, et représenter une source de financement alternative pour les opérateurs de réseaux.

D'autre part, les taux d'intérêts historiquement bas, alliés au faible risque de cette activité pourraient favoriser un financement à long terme des investissements par les opérateurs de réseaux ; Il serait donc intéressant d'envisager un allongement et une augmentation de la dette des opérateurs de réseaux.

Il serait intéressant que la CRE demande aux opérateurs de réseaux d'initier un processus de « rating » par les principales agences de notation financières.

Par ailleurs, la CRE fait remarquer que la consommation de gaz naturel est en baisse en France ; cette baisse comporte le risque de voir monter les tarifs afin de compenser les coûts sur un volume plus faible. Il convient donc de ne pas aggraver le phénomène en augmentant les charges pesant sur les industriels, et en prenant des risques sur leur compétitivité et leur stabilité.

Sur le sujet des stockages, PIMF rappelle que la réforme stockage a étendu la régulation, et donc le revenu garanti aux opérateurs de stockage, augmentant in fine le coût global pour le consommateur final.

De plus, le nouveau système, propose de supprimer l'exonération dont bénéficiaient articulé autour d'enchères sans prix de réserves et d'un terme de stockage pour les utilisateurs les consommateurs industriels raccordés au réseau de transport et au réseau de distribution (profils contre-modulés P13 et P14), exonération justifiée dans la mesure où ils ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » fixé par le Règlement UE 2017/1938 (au 5 de l'art 2) car délestés en priorité pour sauvegarder les consommateurs protégés.

Nous souhaitons également préciser que la consommation des consommateurs industriels est globalement stable et non thermosensible. Ils ne contribuent donc pas au risque climatique d'approvisionnement lié aux pics de consommation générés par les consommateurs protégés (domestiques & tertiaires) lors des périodes froides et qui rend nécessaire le remplissage des stockages.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

PIMF est favorable à la position de la CRE, et permet de mieux prendre en compte le contexte financier actuel particulièrement favorable

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

PIMF est favorable à la position de la CRE

Question 3 : Etes-vous favorable grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

PIMF est favorable aux principes énoncés par la CRE.

Dans l'évaluation du « taux sans risque », il serait souhaitable de prendre en compte les taux d'intérêts actuels du marché

Question 4 : Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

PIMF est favorable aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE ; Cependant nous souhaitons souligner que le cap des +/-2% ne s'applique qu'au seul coefficient k de la formule d'évolution de prix. Alors que ces dernières années, la hausse du tarif pour le consommateur final se situait plutôt entre +5% et +7%. Nous souhaiterions donc étendre le cap de +/-2% au coefficient Z, représentant l'évolution total du tarif.

Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Oui

Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Article 2.3.2.1 avis favorable

Article 2.3.2.2 Avis favorable à des audits aléatoires pour des projets <€20M, en suggérant d'abaisser ce seuil à €10M

Article 2.3.2.3 Avis favorable à la suppression de cette incitation

Article 2.3.2.4 Avis favorable mais prudent

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7?

Oui.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7

Non

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga?

PIMF partage largement l'analyse de la CRE, mais souhaite néanmoins faire les commentaires suivants :

- Les augmentations demandées par les GRT sont très importantes, exagérées et non soutenables économiquement par les clients / consommateurs obligés ; Comme la CRE le fait remarquer, le réseau est suffisamment dimensionné, et l'absence de grands projets devrait amener à une baisse des charges. Rappelons que l'évolution du tarif Z se calcule par la somme de 3 coefficients et que seul l'un d'entre eux est capé. Donc si les hausses des charges prévues sur la période tarifaire sont déjà très élevées, il n'y a qu'un pas pour atteindre des hausses annuelles de tarif de 10% ou plus (rappelons la hausse au 1er avril 2019 de 7%!...), ce qui serait difficilement supportable, et acceptable.
- Comme indiqué en introduction, nous considérons que les demandes des TSO en terme de coût moyen pondéré du capital (CMPC), sont exagérément élevées : L'état des marchés financiers (l'état français a emprunté à des taux négatifs à 15 ans et ENGIE a annoncé avoir émis des obligations à 7,5 ans à un taux d'intérêt nul), ne justifie pas des demandes aussi élevées. Nous rappelons également que le statut d'activité de monopole régulé est extrêmement attractif, et que l'absence de risque marché serait susceptibles d'attirer de nombreux investisseurs pour des niveaux de rentabilité inférieurs.
- Le volume de gaz consommé baisse, et risque de continuer à baisser ; dans toute industrie non régulée, la baisse des ventes entraîne la nécessité d'une baisse des coûts ; Que la régulation d'une activité entraîne une hausse des coûts lorsque l'activité baisse semble être une déviation du système de régulation des revenus.
De plus, la baisse des volumes entraînera une hausse encore plus forte du coût unitaire pesant sur les clients/ consommateurs obligés, avec un risque accru de baisse accélérée des volumes et l'entrée dans une spirale dépressive.
Le système de la régulation du revenu des monopoles, très confortable pour les GRT parce-que générant de faibles risques économiques, doit donner lieu à une exigence accrue d'efficacité, sous peine de décrédibiliser le système.

- Une part significative de hausse des coûts demandés par les GRT relève de l'introduction de quantités substantielles de gaz renouvelables dans le mix énergétique ; tout en reconnaissant que cette introduction génèrera des coûts substantiels, PIMF pense que dans un souci de transparence et d'efficacité ces coûts doivent être clairement identifiés par Les GRT et la CRE.

Au vu de l'incertitude existante sur les futurs projets, l'introduction de ces coûts dans le revenu autorisé des GRT devrait se faire au vu des projets réellement décidés, et donner lieu à un ajustement annuel par la CRE de l'ATRT (comme cela se fait dans l'industrie non régulée), et non pas à une augmentation préalable du revenu régulé.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

PIMF partage le point de vue de la CRE sur le fait que les hypothèses des GRT sont probablement conservatrices ;

PIMF fait remarquer que le gaz naturel devient le combustible de référence, le fuel lourd et le charbon étant destinés à être remplacé par du gaz naturel dans de nombreux usages.

Il semblerait également que le chauffage domestique à l'électricité ne soit plus considéré comme écologiquement propre (ce qui correspond au fait que cela est une demande de pointe, donc fortement carbonée) et que les nouvelles constructions voient se développer des chauffages au gaz.

Il nous semble probable que les vertus du gaz naturel, combustible peu carboné, propre, largement disponible et transportable avec les infrastructures actuelles, et bénéficiant de bon rendement et de faible pertes, s'imposeront très probablement.

De plus, la reconnaissance progressive que le vrai critère de décarbonation doit être l'empreinte carbone et non les émissions directes, pourraient amener à une prise de conscience progressive que l'industrie française, de plus en plus efficace énergétiquement est bonne pour le climat.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage pour le tarif ATRT7?

PIMF est globalement assez en accord avec les positions de la CRE.

Question 12 : Etes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PITS?

PIMF considère que le mécanisme de capacité interruptibles rend un vrai service au réseau.

Notamment les modalités d'interruption des capacités en sortie aux PITS doivent être définies de façon à éviter le recours au mécanisme « Spreads localisés » qui peut se révéler très coûteux pour les utilisateurs des réseaux de transport.

PIMF trouve la position de la CRE raisonnable et la soutient donc

Question 13 : Etes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés?

PIMF est favorable à l'offre de pooling aux PITTM, parce qu'il permettra d'améliorer l'attractivité des terminaux méthaniers Français et peut-être d'attirer des cargaisons supplémentaires.

PIMF partage le point de vue de la CRE que les pénalités de dépassement sont suffisamment dissuasives pour que les dépassements éventuels soient essentiellement dus à des incidents techniques. La suppression du second seuil de pénalité tout en maintenant le principe d'addition des pénalités semble le bon choix.

Pour la méthode de redistribution des pénalités, PIMF pense qu'il est souhaitable de lutter contre la complexité croissante, et que la solution proposée par la CRE est la bonne.

PIMF est à la suppression de l'IAPC dès lors que les nouveaux dispositifs d'interruptibilité seront mis en œuvre, comme indiqué à la précédente consultation.

PIMF n'est pas favorable à une modification du terme tarifaire des sites modulés, et encore moins de sa suppression complète, car elle introduirait une différence entre les utilisateurs de réseau. Les sites industriels qui nominent en J-1 ou dont la consommation est stable donc prévisible apportent un service équivalent à GRT gaz.

En tout état de cause, si le terme tarifaire de livraison des sites fortement modulés devait être modifié, il faudrait appliquer les mêmes modifications aux sites industriels qui nominent en J-1 ou dont la consommation est stable.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1^{er} Avril 2020?

PIMF reste globalement opposé à l'élargissement de l'assiette de compensation aux gros consommateurs industriels transports et distribution.

Cependant, nous considérons que la formule de modulation proposée par la CRE pour cette catégorie de consommateurs permet de gérer le besoin de stockage généré par les profils thermosensibles, tout en étant globalement acceptable pour les consommateurs non thermosensibles.

Certaines améliorations peuvent cependant être apportées, notamment afin de prendre en compte les événements industriels comme les grands arrêts réglementaires, qui peuvent altérer le profil de consommation. Nous proposons donc d'appliquer au calcul de modulation, des modalités équivalentes au calcul des ratios actuellement utilisés dans le cadre de l'abattement TURPE, à savoir, calculer le terme de modulation sur chacune des 3 dernières années gazières (commençant au 1er avril), calculer la moyenne de chaque 2 années (consécutives ou non) et retenir pour l'application de la formule du terme de stockage la valeur de modulation la plus faible.

Nous souhaitons également une bonne visibilité de nos coûts. A ce titre, nous demandons à ce que l'augmentation du terme stockage au 1er avril de chaque année ne puisse pas dépasser 2% par an.

PIMF fait également ressortir que les conditions techniques attachées aux contrats d'interruptibilité garanties ou secondaires, notamment les délais d'appels extrêmement courts, les rendent impraticables pour un consommateur comme nous. Nous attirons également l'attention de la CRE

sur l'importance du maintien du Plan d'Urgence Gaz, notamment pour des raisons juridiques, mais aussi pour son organisation pratique, assez bien pensée.

Dans un contexte de non-maitrise des coûts de stockage pour le consommateur du fait de l'impact du revenu des enchères sur le terme final de stockage, PIMF souhaite que soit mis en place, comme cela avait été le cas pour la liaison Nord-Sud, un accès privilégié aux enchères pour les industriels gazo-intensifs et soumis à la pression de la concurrence internationale, ceci afin de mieux maitriser leurs coûts tout en participant au remplissage des stockages, en ligne avec l'objectif de sécurité d'approvisionnement de la réforme du stockage. Cet accès doit être associé à l'annulation du terme de modulation, faute de quoi, l'industriel paierait deux fois son stockage, et serait limité en volume à l'équivalent du terme de modulation.